

# ARRÊTÉ DU MAIRE

TEMPORAIRE – N° 26 / 0054

## Permission de voirie – Occupation du domaine public 48-54 avenue Jean Jaurès – Extension du réseau de gaz – Projet SPIRIT

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la voirie routière,  
Vu les articles R417-10 et R325-12 du Code de la route prévoyant la verbalisation et la mise en fourrière,  
Vu l'état des lieux,

Considérant la demande de **l'entreprise TERGI** dont le siège social est situé 33 rue de Lamirault – 77090 COLLEGIEN, d'occuper le domaine public afin d'effectuer des travaux d'extension du réseau de gaz et de création de dix branchements individuels, dans le cadre du projet SPIRIT (Construction de deux bâtiments d'activités – PC 091 421 21 10049 validé le 27/06/2022), au droit des N°48-52 avenue Jean Jaurès à Montgeron,

Considérant la nécessité de prendre des mesures afin de garantir la sécurité des usagers,

### Le Maire arrête

- Article 1 **L'entreprise TERGI pour le compte de GRDF**, est autorisée à travailler sur le domaine public afin d'effectuer des travaux d'extension du réseau de gaz et de création de dix branchements individuels, dans le cadre du projet SPIRIT (Construction de deux bâtiments d'activités – PC 091 421 21 10049 validé le 27/06/2022), au droit des N°48-52 avenue Jean Jaurès à Montgeron. Le coffret sera installé dans le bâtiment, trois places de stationnement seront neutralisées et sécurisées au droit du chantier.
- Article 2 **L'occupation du domaine public est autorisée du lundi 16 février au vendredi 27 mars 2026 de 08h00 à 17h00**, période à l'issue de laquelle le pétitionnaire devra remettre les lieux en l'état. Le bénéficiaire de la présente autorisation sera responsable vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de ces installations.
- Article 3 Le présent arrêté devra être affiché 48 heures à l'avance sur un support rigide, plastifié (en cas de pluie) et aucun ruban adhésif ne doit être utilisé pour son affichage.
- Article 4 La permission de voirie est accordée à charge pour le pétitionnaire de se conformer aux conditions suivantes : une signalisation provisoire de chantier devra être mise en place conformément à la réglementation en vigueur, le balisage, si besoin est, devra être réalisé à l'aide de dispositifs de type GBA plastique, des panneaux lumineux de type B21 devront renforcer la signalisation. Le pétitionnaire est avisé qu'il engage entièrement sa responsabilité quant aux précautions à prendre pour assurer la sécurité des passants.
- Article 5 Toutes infractions aux prescriptions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux dispositions prévues par les lois et règlements en vigueur. Tout véhicule se trouvant en stationnement dans les périmètres précités sera, le cas échéant, mis en fourrière au frais de son propriétaire.
- Article 6 Ampliations :
  - Monsieur le Commissaire de Police,
  - Monsieur le Chef de la Police Municipale.
- Article 7 Le Directeur Général des Services ou la Direction Générale Adjointe de la commune de Montgeron est chargé de l'exécution du présent arrêté.
- Article 8 Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Mme le Maire et/ou d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.
- Fait à Montgeron le, 30 JAN. 2026

  
Sylvie CARILLON  
Maire de Montgeron  
Conseillère Régionale d'Ile-de-France

